

# INFO LABOS

La lettre d'information des laboratoires médicaux de Suisse | Juillet 2021



## Les laboratoires, des partenaires indispensables pour une prise en charge optimale des patients et la gestion de la pandémie de COVID-19

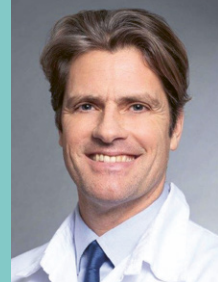
Lors de cette situation exceptionnelle, les laboratoires publics et privés ont dû se mobiliser, se réinventer et s'investir fortement pour répondre de manière adéquate aux besoins diagnostiques dans des délais très courts (plus de 7 millions de RT-PCR effectuées en 15 mois). Ce tour de force, comparé à juste titre au « salto arrière d'un mammoth » par notre ministre de la Santé, a reposé sur deux facteurs principaux. Le premier est la préexistence d'un réseau diagnostique national hautement qualitatif

basé sur partenariat public-privé bien coordonné. Il a été le garant d'une capacité diagnostique efficace et résiliente dans tout le pays. Vient ensuite la capacité des laboratoires privés et publics de placer l'intérêt de la population et des patients en premier, conformément au devoir de diligence qui leur incombe en tant que maillon essentiel de notre système de soins.

Pour les laboratoires, les enjeux ont été multiples. En raison de l'hétérogénéité

## Editorial

Chères lectrices,  
Chers lecteurs,



Depuis plus d'un an, la pandémie de SARS-CoV-2 exige une flexibilité et un engagement conséquents de l'ensemble du système de santé. Les laboratoires de diagnostic ont joué et continuent de jouer un rôle majeur dans ce domaine en permettant la détection rapide du coronavirus et de ses variants à des fins diagnostiques et épidémiologiques. La transmission en continu de ces informations aux autorités leur a permis de faire des choix éclairés quant aux mesures sanitaires et sociétales à prendre pour une gestion adaptée de cette crise. En effet, trois des cinq indicateurs utilisés par nos autorités sont directement issus des tests SARS CoV-2 (incidence, prévalence et taux de reproduction). Si la majorité des sociétés médicales du pays ont eu l'élégance de saluer formellement l'effort important fourni par les laboratoires suisses pour leur contribution substantielle à la gestion de la pandémie, des milieux non-médicaux mal informés des réalités opérationnelles des laboratoires de diagnostic n'ont pas hésité à les accuser publiquement d'avoir profité de la crise pour générer de bénéfices. Malgré l'absence d'écho médiatique de ces déclarations infondées, il nous semblait important de les contextualiser par rapport au devoir de diligence des laboratoires de diagnostic et en mettant certains chiffres en perspective avec la globalité des coûts de santé.

Bonne lecture!

Prof. Nicolas Vuilleumier  
Président de la FAMH



des politiques diagnostiques intercantionales et des capacités d'approvisionnement en matériel, réactifs et autres consommables, les secteurs public et privé ont dû s'engager par intermittence dans l'effort diagnostique national lors de la première vague, impliquant d'importants transferts de charge incompatibles avec un fonctionnement pérenne. Ainsi, lors de la première vague et dans certains cantons, jusqu'à 85 % des analyses (RT-PCR SARS-CoV-2) étaient assurées par le secteur public, alors qu'actuellement 65 % de ces analyses sont effectuées par le secteur privé. Cette agilité coordonnée entre le public et le privé représente l'une des clés du succès actuel et il est important que les bases politiques et économiques d'une telle collaboration continuent d'être soutenues et développées par les autorités compétentes.

A ce titre, rappelons que toute augmentation du volume d'activité des laboratoires dépend obligatoirement d'investissements substantiels préalables en matériel, réactifs et personnel qualifié. Dans le contexte de

la pandémie, les laboratoires des secteurs publics et privés ont dû investir massivement dans des délais extrêmement courts pour répondre à la demande nationale sans aucune garantie initiale de retour sur investissements. Les analyses n'ont été remboursées que tardivement et depuis, à des tarifs revus à la baisse et inversement proportionnels au volume d'analyses. Il est intéressant de noter que contrairement à d'autres pays européens, ces investissements publics et privés en Suisse ont été réalisés sans garantie de l'État. Il faut encore souligner que sur le long terme, ces acquisitions spécifiques pourraient ne plus répondre aux besoins du moment et risquent d'avoir été effectués à perte. De tels engagements sont difficilement compatibles avec la réalité du marché libéral à laquelle les laboratoires du secteur privé sont soumis. Nous saluons ici cette marque de courage, de solidarité et de conscience professionnelle.

### Comment cet engagement a-t-il été perçu ?

Certains médias ont reproché aux labora-

toires helvétiques d'avoir effectué des bénéfices majeurs grâce à la pandémie et à un remboursement excessif à leurs yeux. En parallèle, santésuisse continue de prendre position publiquement pour lutter contre les coûts élevés des laboratoires. Sans entrer dans les détails, ces deux prises de position peu éclairées se basent premièrement sur une confusion entre bénéfices et chiffre d'affaires et ne tiennent pas compte du fait que toute augmentation du chiffre d'affaires d'un laboratoire de diagnostic sera le reflet d'une augmentation du nombre de prescriptions d'analyses et des charges, sans forcément s'accompagner de bénéfices. Deuxièmement, il convient de rappeler qu'en raison des dispositions légales en vigueur, les laboratoires n'ont aucune maîtrise sur la prescription des analyses ni sur leur valorisation. La prescription des analyses reste du ressort exclusif des médecins et la tarification nationale des analyses est imposée par l'OFSP sans possibilité de recours. Faire porter la responsabilité d'une augmentation du nombre d'analyses et de leur valorisation aux laboratoires témoigne d'une

méconnaissance profonde des réalités opérationnelles et légales régissant le fonctionnement de nos structures diagnostiques. Enfin, la comparaison habituelle avec les tarifs de l'étranger dans le but de justifier de coupes proportionnelles au volume de prescriptions et à leurs coûts résulte d'une absence de compréhension et de vision globale. Cela dépriorise l'intérêt des patients et peut avoir des conséquences négatives sur notre capacité diagnostique nationale sur le long terme.

### **Les tarifs des analyses RT-PCR SARS-CoV-2 sont-ils vraiment trop élevés en Suisse ?**

Alors qu'elles génèrent 50 à 70 % des informations médicales critiques, les analyses ne représentent que 2 à 3 % des coûts de la santé. Elles permettent ainsi de répondre à un besoin médical avéré de manière efficiente. Le COVID en a été une bonne démonstration. En tenant compte d'un tarif unitaire moyen d'environ 150 CHF pour une RT-PCR, d'une durée d'hospitalisation moyenne de 10 jours en milieu hospitalier standard de l'ordre de 1500 CHF/j

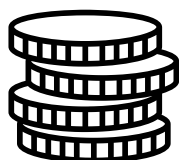
(variations intercantionales non considérées), la proportion du coût de l'analyse ne représente qu'1 % de la prise en charge. Engager 1 % des ressources allouées à la prise en charge des patients COVID-19 hospitalisés pour i) poser le bon diagnostic, ii) mettre en place une prise en charge médicale adaptée et iii) assurer la transmission continue des résultats à l'OFSP est un investissement cohérent et raisonnable. Cette faible proportion démontre également que toute mesure d'économie concernant la tarification des analyses n'aurait dans le meilleur des cas qu'un impact négligeable sur les budgets globaux du domaine de la santé. Cependant, l'impact d'une telle mesure sur la capacité diagnostique nationale serait substantiel avec un risque de diminution de l'ordre de 50 % de la capacité actuelle car la charge assurée par le secteur privé serait reportée sur le secteur public, comme cela a été le cas lors de la première vague dans certains cantons.

L'année écoulée marquée par le COVID-19 a renforcé la démonstration d'agilité et

d'efficacité des laboratoires de diagnostic puisqu'ils ont permis à nos autorités de développer et déployer une stratégie nationale raisonnée avec succès. En parallèle, cette épidémie a également cristallisé les rengaines usuelles de certains groupes d'influence tout en démontrant leur nature biaisée et motivée par des intérêts autres que celui des patients. En parallèle, la FAMH a continué de s'impliquer dans les thématiques qui lui sont chères, à savoir la formation continue et postgraduée, la revendication de la valeur ajoutée des analyses médicales dans la prise en charge des patients et la défense des principes déontologiques inhérents à toutes les professions de santé. Nous sommes convaincus que la conjugaison de ces éléments constituera une base solide pour débiter des réflexions de fond visant en priorité l'intérêt des patients et la qualité des soins prodigués, deux éléments essentiels à la qualité et la valeur médicale des analyses de laboratoire.



# Faits et chiffres\* sur l'importance de la branche des laboratoires suisses



La branche des laboratoires est un acteur majeur de l'économie de la santé en Suisse: en 2018, les fabricants, les laboratoires privés et ceux des hôpitaux ont collectivement généré une **valeur ajoutée de 2 milliards de francs** (notons que cette somme était équitablement répartie entre les fabricants et les laboratoires). Depuis 2016, le taux de croissance est de 4 % par an.



Cette branche **emploie près de 14 300 collaborateurs** (en équivalents de temps plein). Parmi eux, environ 5 100 personnes travaillent dans des laboratoires privés, 2 600 dans des laboratoires d'hôpitaux et 6 600 chez des fabricants. Depuis 2016, le taux de croissance est d'environ 3 % par an, ce qui correspond à une augmentation générale des emplois dans le domaine de la santé.



Près de 70 % des entreprises **forment des apprentis**. Les fabricants proposent principalement des postes d'apprentissage débouchant sur un certificat fédéral de capacité. Au sein des laboratoires, les étudiants d'ES et de HES constituent le principal groupe d'apprentis (futurs techniciens d'analyses biomédicales, par exemple). La majorité des acteurs du marché prévoient un effectif constant ou en augmentation pour les années à venir.



Près de deux tiers des laboratoires pensent **renforcer leurs effectifs, en particulier dans le domaine de l'analyse de laboratoire**. Ils rencontrent cependant des difficultés de recrutement principalement liées à la pénurie de main-d'œuvre spécialisée et à certaines conditions-cadres au niveau politique, comme le contingentement concernant le personnel étranger.



Outre la pénurie de main-d'œuvre spécialisée, les **principaux défis** auxquels le secteur doit faire face sont la pression sur les coûts, la réglementation accrue ainsi que les exigences en matière de qualité et de documentation, sans oublier la numérisation.



D'après les fabricants et les laboratoires, **des mesures doivent être prises** dans le but de faciliter l'accès à de la main-d'œuvre qualifiée et l'accès au marché européen, afin de promouvoir la recherche et l'innovation, pour ce qui concerne le travail éducatif auprès des acteurs de la politique de santé, des législateurs et des autorités, pour moderniser le système de remboursement des prestations de laboratoire et pour la formation.

\* Source: «Die Schweizer In-vitro Diagnostik» / Branchenstudie 2019 Hrsg. SVDI/ASID, SULM, FAMH

## Impressum

**FAMH**   
DIE MEDIZINISCHEN LABORATORIEN DER SCHWEIZ  
LES LABORATOIRES MÉDICAUX DE SUISSE  
I LABORATORI MEDICI DELLA SVIZZERA

L'association «FAMH Les laboratoires médicaux de Suisse» poursuit les buts suivants:

- contribuer aux bons soins médicaux par le maintien et la promotion de laboratoires médicaux efficaces, répartis à travers toute la Suisse;
- grouper les spécialistes en médecine de laboratoire exerçant leur profession en Suisse ainsi que les laboratoires privés et publics et représenter publiquement leurs intérêts économiques, politiques et autres;
- encourager la formation professionnelle et la formation continue des spécialistes en médecine de laboratoire;
- soigner et encourager les relations avec d'autres organisations du secteur de la santé.